

9

AKTUELLES AUS DEN INSTITUTIONEN

10. Jahrgang
25. Februar 2026

Inhaltsverzeichnis

NEUES AUS DEN PARLAMENTEN	3
PARLAMENT DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT	3
ABGEORDNETENKAMMER.....	3
SENAT	4
PARLEMENT DE WALLONIE.....	4
VLAAMS PARLEMENT	6
PARLEMENT DE LA FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES.....	7
PARLEMENT FRANCOPHONE BRUXELLOIS	7
RAAD VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE	7
NEUES AUS DEN REGIERUNGEN	9
FÖDERALREGIERUNG	9
BELGISCHE NATIONALBANK	10
VLAAMSE REGERING	10
GOUVERNEMENT DE WALLONIE	10
BELGISCHES STAATSBLETT.....	11
QUELLENVERZEICHNIS	24

Neues aus den Parlamenten



Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft

Großregion
40 Jahre IPR



40 Jahre
Interregionaler
Parlamentarierrat (IPR)



Jubiläum für den Interregionalen Parlamentarierrat der Großregion: 40 Jahre parlamentarischer Austausch zur Förderung der grenzüberschreitenden Zusammenarbeit. ... [weiter lesen](#)

AKTUELLE TERMINE

Ausschusssitzungen:

Dienstag, 03.03.2026

Ausschuss II für Kultur, Erwachsenenbildung, Tourismus, Denkmal- und Landschaftsschutz

[Tagesordnung](#)

Mittwoch, 04.03.2026

Ausschuss IV für Gesundheit, Soziales, Familie und Wohnungswesen

[Tagesordnung](#)

Donnerstag, 05.03.2026

Ausschuss III für Unterricht, Ausbildung und Beschäftigung

[Tagesordnung](#)

**Dokument Nr. [129](#) (2025-2026) Nr. 1
27.01.2026**

Dekretentwurf zur Abänderung des Dekrets vom 31. März 2014 über das Zentrum für die gesunde Entwicklung von Kindern und Jugendlichen

**DE KAMER BE
LA CHAMBRE BE**

Abgeordnetenkommer

ORDRE DU JOUR DES SÉANCES PLÉNIÈRES

Semaine du 23 au 27 février 2026

Jeudi, 26/02/2026

Questions orales

Projets et propositions

1. - Projet de loi spéciale modifiant la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle en ce qui concerne la présentation de candidats et les conditions de nomination des juges de la Cour constitutionnelle, n°s [56K1093](#)/1 à 9. *
- Proposition de loi spéciale modifiant la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle en vue de dépolitiser et d'assurer l'égalité de genre dans sa composition, n°s [56K0085](#)/1 et 2.
- Proposition de loi spéciale modifiant la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle en ce qui concerne la composition de la Cour et les conditions à remplir pour pouvoir être nommé juge, n°s [56K0200](#)/1 à 3.

*Le projet de loi spéciale doit être adopté avec une majorité spéciale (article 4, dernier alinéa, de la Constitution).

2. Projet de loi relatif à la mise en concordance des dispositions légales en vigueur de la Justice avec le Code pénal du 29 février 2024 (I), n°s [56K1182](#)/1 à 5.

3. Proposition de loi relative à la neutralité objective des agents de la fonction publique fédérale et interdisant le port de signes convictionnels visibles dans l'exercice de leurs fonctions, n°s [56K0149](#)/1 à 5.

4. Proposition de résolution relative à l'obligation d'installer un système d'alarme pour les sièges enfants dans les véhicules afin d'éviter que des enfants y soient laissés seuls, n°s [56K0334](#)/1 et 2.

Prises en considération (Rgt. art. 75, n°s 4, 5, 6, 7)

1. Proposition de loi modifiant le Code de droit économique en vue de renforcer le contrôle économique et le démantèlement des entreprises fantômes et des entreprises véreuses, n° [56K1352](#)/1.
2. Proposition de résolution visant à mettre en oeuvre la directive sur le temps de travail en ce qui concerne l'enregistrement du temps de travail, n° [56K1353](#)/1.
3. Proposition de résolution relative à l'intégration structurelle de la lutte contre le trafic international de stupéfiants dans notre politique de défense, n° [56K1354](#)/1.
4. Proposition de résolution visant à ériger la lutte contre le trafic international de stupéfiants en axe prioritaire de la politique étrangère belge, n° [56K1355](#)/1.

5. Proposition de résolution relative à la suspension de certains avantages commerciaux accordés au Pakistan en raison de la violation grave et persistante des droits humains dans le pays, n° [56K1356](#)/1.

6. Proposition de résolution appelant à instaurer un moratoire obligatoire sur l'exercice d'activités de lobbying par les ministres, les secrétaires d'État et les parlementaires sortants, n° [56K1357](#)/1.

7. Proposition de résolution relative au rétablissement d'une liaison ferroviaire directe entre Saint-Nicolas et Bruxelles, n° [56K1358](#)/1.

8. Proposition de résolution visant au désarmement nucléaire dans le cadre d'une politique de paix active, n° [56K1367](#)/1.

9. Proposition de loi modifiant la loi du 26 juin 1990 relative à la protection imposée à une personne atteinte d'un trouble psychiatrique, en ce qui concerne les personnes enceintes, n° [56K1369](#)/1.

Votes nominatifs

1. sur les projets et les propositions terminés.

Dokument Nr. [56K1376](#) 13.02.2026

Échange de vues sur le rôle de la commission des pétitions.

Dokument Nr. [56K1364](#) 10.02.2026

Proposition de résolution visant à améliorer la situation des aidants-proches.

Dokument Nr. [56K1362](#) 11.02.2026

Proposition de résolution visant à clarifier la nomenclature des prestations fournies par les kinésithérapeutes et les infirmiers aux personnes handicapées et aux personnes âgées dans le cadre des projets de cohabitation extérieurs aux structures classiques.



Senat

Dokument Nr. [8-188](#) 06.02.2026

Proposition de résolution relative au soutien aux secteurs culturels et au renforcement de l'accès à la culture

Dokument Nr. [8-187](#) 06.02.2026

Proposition de résolution visant à renforcer la coopération entre niveaux de pouvoir en matière de santé environnementale

JeugdparlementJeunesse au Sénat 18-20/02/2026

Du mercredi 18 au vendredi 20 février 2026, le Sénat a accueilli plus de 200 jeunes pour une simulation parlementaire organisée par le « JeugdparlementJeunesse ». Une initiative similaire a également eu lieu à la Chambre des représentants. ... [lire plus](#)



Parlement de Wallonie

SEANCE PLENIERE: 25/02/2026

1 – PRISES EN CONSIDÉRATION

2 – PROJETS DE DÉCRET

1. Projet de décret modifiant la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature et le Livre 1er du Code de l'Environnement (Doc. [433](#) (2025-2026) N° 1 à 5)

2. Projet de décret portant organisation de l'Agence du Numérique (Doc. [457](#) (2025-2026) N° 1 à 3)

3. Projet de décret modifiant l'article 94, §1er, du Code wallon de l'habitation durable en ce qui concerne la prise en compte de la performance énergétique dans le mode de calcul des loyers des logements d'utilité publique (Doc. [458](#) (2025-2026) N° 1 et 2)

3 – PROPOSITIONS DE DÉCRET

1. Proposition de décret modifiant l'article 26 du décret du 15 mars 2018 relatif au bail d'habitation et limitant l'indexation des loyers en fonction du certificat de performance énergétique des bâtiments (Doc. [17](#) (se2024) N° 1 à 3)

Proposition de décret modifiant l'article 26 du décret du 15 mars 2018 relatif au bail d'habitation en vue d'introduire une modulation permanente de l'indexation des loyers selon la performance énergétique des bâtiments et abrogeant le décret du 19 octobre 2022 modifiant l'article 26 du décret du 15 mars 2018 relatif au bail d'habitation et limitant l'indexation des loyers en fonction du certificat de performance énergétique des bâtiments (Doc. [462](#) (2025-2026) N° 1 et 2)

2. Proposition de décret modifiant les articles 15ter, 51bis et 51ter du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité et insérant un article 46bis (Doc. [463](#) (2025-2026) N° 1 et 2)

Éventuellement :

4 – PROPOSITION DE DÉSIGNATION

1. Proposition de désignation du directeur en charge de la direction socio-économique et tarifaire de la Commission wallonne pour l'Énergie (CWaPE) (Doc. [494](#) (2025-2026) N° 1)

5 – PROJETS DE MOTION

1. Projets de motion déposés en conclusion de l'interpellation de Mme Greco à M. Dolimont, Ministre-Président et Ministre du Budget, des Finances, de la Recherche et du Bien-être animal, sur l'impact des feux d'artifice sur le bien-être animal par Mmes Greco et Lambelin (Doc. [474](#) (2025-2026) N° 1) et par Mme Mauel, MM. J.-P. Bastin et Tzanetatos (Doc. [475](#) (2025-2026) N° 1)

2. Projets de motion déposés en conclusion de l'interpellation de Mme Roberty à M. Coppieters, Ministre de la Santé, de l'Environnement, des Solidarités et de l'Économie sociale, sur l'urgence de clarifier le financement du secteur de la lutte contre le sans-abrisme par Mmes Roberty, Dejardin et M. Lepine (Doc. [479](#) (2025-2026) N° 1) et par Mmes Goffinet et Taquin (Doc. [480](#) (2025-2026) N° 1)

3. Projets de motion déposés en conclusion de l'interpellation de Mme Cremasco à Mme Neven, Ministre de l'Énergie, du Plan Air-Climat, du Logement et des Aéroports, sur la souplesse dans les délais d'octroi des subsides pour permettre le développement d'une alternative à un projet de logements sociaux sur la zone inondée de Nessonvaux-Trooz par Mme Cremasco (Doc. [481](#) (2025-2026) N° 1) et par M. Tzanetatos et Mme Fafchamps (Doc. [482](#) (2025-2026) N° 1)

4. Projets de motion déposés en conclusion de l'interpellation de M. Mugemangango à Mme Neven, Ministre de l'Énergie, du Plan Air-Climat, du Logement et des Aéroports, sur la situation dramatique de la Sambienne par MM. Mugemangango et Dupont (Doc. [483](#) (2025-2026) N° 1) et par MM. Tzanetatos et Cloquet (Doc. [484](#) (2025-2026) N° 1)

5. Projets de motion déposés en conclusion de l'interpellation de M. Lefèvre à M. Desquesnes, Ministre du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs locaux, sur la décision unilatérale du Gouvernement wallon de reporter la liquidation de la tranche 2026 de la politique intégrée de la ville (PIV) par M. Lefèvre (Doc. [485](#) (2025-2026) N° 1) et par Mme Fafchamps et M. Daye (Doc. [486](#) (2025-2026) N° 1)

Dokument Nr. [492](#)

13.02.2026

Proposition de résolution visant à intensifier la prévention du suicide, déposée par Mmes Tillieux, Roberty, Morreale, MM. Witsel, Lepine et Mme Muratore (Doc. [492](#) (2025-2026) N° 1)

Dokument Nr. [491](#)

13.02.2026

Proposition de décret instaurant une Étude d'impact communal dans l'élaboration des politiques régionales, déposée par MM. Lefèvre, Crampont, Mmes Hanus, Dejardin, M. Devin et Mme Morreale (Doc. [491](#) (2025-2026) N° 1)

« Passeur de Mémoire » : appel à candidatures (17-12-2025)

Le Comité « Mémoire et Démocratie » du Parlement de Wallonie a pour vocation de soutenir et promouvoir les initiatives permettant de renforcer la conscience citoyenne, de défendre les valeurs démocratiques et de transmettre les leçons essentielles de notre histoire. Le Parlement de Wallonie, membre du réseau Territoires de la Mémoire depuis 2012, décernera pour la 5ème fois le titre honorifique de « Passeur de Mémoire ». ... [lire plus](#)

Question orale [CRIC 89](#) (2025-2026) du 02/02/2026

La lutte contre la suroccupation et la sécurisation des hébergements touristiques

de MAUEL Christine
à LESCRENIER Valérie, Ministre du Tourisme, du Patrimoine et de la Petite enfance

Mme Christine Mauel (MR). – Madame la Ministre, nos autorités locales se retrouvent souvent démunies face aux dérives de certains gîtes de grande capacité qui compromettent la tranquillité publique ou la sécurité élémentaire des occupants. Entre les riverains excédés et les services de secours inquiets, l'action des bourgmestres est fréquemment freinée par une insécurité juridique ou des dispositions trop fragmentaires.

Dans l'état actuel du droit, quels sont précisément les leviers juridiques permettant à un bourgmestre d'ordonner des mesures immédiates, telles qu'une fermeture ou une évacuation d'urgence, en cas de suroccupation manifeste ou de risques d'incendie majeurs ? La rapidité d'intervention est ici cruciale pour la protection des citoyens, mais elle doit s'appuyer sur des bases solides. Quelles garanties procédurales préconisez-vous pour que ces décisions soient à la fois efficaces et résilientes face aux éventuels recours ?

Sur le terrain, les communes butent souvent sur des obstacles opérationnels, notamment concernant l'accès aux bâtiments, pour effectuer les constats ou la difficulté de faire respecter un arrêté lorsque l'exploitant ne coopère pas. Les instruments actuels, comme la pose de scellés ou le contrôle de la réoccupation, vous semblent-ils suffisamment opérationnels pour répondre à l'urgence de ces situations ?

Enfin, dans une optique de simplification et d'efficacité administratives, envisagez-vous de renforcer la capacité d'action directe des bourgmestres ? Le déploiement de modèles d'arrêtés standardisés, de protocoles de coordination avec les zones de secours ou une clarification des mécanismes de sanctions administratives permettrait d'agir plus vite et mieux. Comment comptez-vous soutenir nos communes pour que l'ordre public ne reste pas théorique face à ces exploitations problématiques ?

Certaines de ces questions étaient adressées au ministre Desquesnes, mais on m'a redirigée ici, donc je me permets de vous les poser.

J'ai quand même une deuxième question.

Quelles mesures comptez-vous prendre pour mieux détecter les hébergements non déclarés afin de garantir une équité parfaite entre les opérateurs touristiques et d'encourager un entrepreneuriat responsable dans notre Région ?

Mes autres questions se répètent partiellement, donc c'est bon pour moi.

Mme Valérie Lescrenier, Ministre du Tourisme, du Patrimoine et de la Petite Enfance. – Madame la Députée, la question de la suroccupation des gîtes et meublés de vacances constitue un enjeu croissant pour de nombreuses communes wallonnes. Les outils juridiques à leur disposition pour contrôler la capacité réelle des hébergements touristiques sont les suivants :

- le permis d'urbanisme qui permet la vérification de la capacité maximale déclarée, conformité du bâtiment, le respect des normes d'aménagement, la densité, les nuisances, le stationnement ou encore le voisinage ;
- l'attestation de sécurité incendie qui fixe également une capacité maximale d'occupation ;
- l'article 135 de la nouvelle loi communale qui précise que le bourgmestre veille à la sécurité, à la salubrité et à la tranquillité publique. Il peut prendre des mesures immédiates proportionnées aux risques constatés : évacuation, fermeture temporaire, interdiction d'accueil ;
- les taxes communales qui permettent de vérifier la capacité déclarée et de détecter des incohérences avec la capacité réelle.

Actuellement, la Région ne dispose pas de statistiques consolidées sur les infractions liées à la suroccupation. Les contrôles relèvent principalement des communes, qui rencontrent plusieurs freins : la difficulté de constater la capacité réelle sans flagrant délit, le principe d'inviolabilité du domicile – article 15 de la Constitution –, la compétence exclusive des services d'incendie pour déterminer la capacité maximale.

Pour faciliter l'échange d'informations, les communes peuvent déjà s'adresser à Tourisme Wallonie. À plus long terme, l'objectif est de systématiser ces échanges et de leur offrir un accès direct à nos données, ainsi qu'à des outils pratiques liés à la gestion des activités touristiques sur leur territoire. Les travaux à ce sujet sont en cours.

Concernant les interventions en cas de danger manifeste lié à une suroccupation ou à un risque d'incendie majeur, le Code wallon du tourisme ne prévoit pas de procédure immédiate. La réponse relève encore une fois de l'article 135 de la nouvelle loi communale. Je vous invite donc à vous rapprocher de mon collègue, le ministre Desquesnes, compétent pour les Pouvoirs locaux.

Enfin, l'entrée en vigueur prochaine du règlement européen STR sur les locations de courte durée constituera une avancée majeure. Ce dispositif renforcera la transparence, améliorera la détection des hébergements illégaux et garantira une concurrence loyale. Pour conclure, je suis pleinement consciente des difficultés rencontrées par les communes. Les outils juridiques existants doivent être renforcés et les démarches engagées avec Tourisme Wallonie vont dans ce sens.

Mme Christine Mauel (MR). – Merci, Madame la Ministre, pour ces précisions. Il est essentiel de soutenir nos entrepreneurs touristiques en garantissant un cadre juste et sécurisé. Ce n'est pas toujours le cas pour les bourgmestres. J'ai pu rencontrer le bourgmestre de Lierneux, qui m'a fait part de plusieurs problèmes, dont celui de se faire respecter.

Je vais essayer de retourner chez M. Desquesnes pour les précisions qui restent ouvertes. Je resterai attentive également à l'évolution de ces outils de contrôle pour protéger les vacanciers et les exploitants responsables qui font la qualité de notre offre wallonne.



Vlaams Parlement

**Dokument Nr. [708](#) (2025-2026) nr. 1
20.02.2026**

Voorstel van resolutie over de noodzaak tot verduidelijking en herziening van artikel 159 en artikel

23 van de Grondwet met het oog op rechtszekerheid en bestuurlijke finaliteit

**Dokument Nr. [707](#) (2025-2026) nr. 1
20.02.2026**

Voorstel van decreet tot wijziging van de Vlaamse Codex Ruimtelijke Ordening en het Onroerendergoeddecreet van 12 juli 2013, wat betreft de adviesverlening in vergunningsprocedures

**Dokument Nr. [697](#) (2025-2026) nr. 1
13.02.2026**

Ontwerp van decreet tot instemming met het samenwerkingsakkoord van 3 oktober 2025 tot wijziging van het samenwerkingsakkoord van 31 december 2018 tussen de Vlaamse Gemeenschap, het Waalse Gewest, de Franse Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschapscommissie en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de financiering van zorg bij gebruik van zorgvoorzieningen over de grenzen van de deelstaat

Blik mee terug op de familie-activiteit 'Jacht op de zetel'

19 februari 2026

Op 17 en 18 februari nodigde het Vlaams Parlement tijdens de krokusvakantie gezinnen met kinderen van 10 tot 13 jaar uit voor een boeiende en speelse ontdekkingstocht.

Wat is 'De jacht op de zetel'?

Een zetel in het Vlaams Parlement krijg je niet zomaar. Die moet je verdienen! Tijdens dit interactieve spel ontdekken gezinnen op een speelse manier hoe het Vlaams Parlement werkt en welke rol volksvertegenwoordigers opnemen. Het spel is uitgewerkt voor gezinnen met kinderen van 10 tot 13 jaar. ... [verder lezen](#)



**Parlement de la Fédération
Wallonie-Bruxelles**

**Dokument Nr. [221](#) (2025-2026)
18.02.2026**

Rapport annuel 2025 de la Commission de planification francophone de l'offre médicale

**Dokument Nr. [220](#) (2025-2026)
17.02.2026**

Projet de décret portant diverses mesures relatives à la mise en oeuvre du tronc commun en sixième année de l'enseignement primaire et à l'enseignement obligatoire

**Dokument Nr. [219](#) (2025-2026)
17.02.2026**

Projet de décret portant relèvement des seuils de réussite aux épreuves externes certificatives

**Dokument Nr. [216](#) (2025-2026)
10.02.2026**

Proposition de décret modifiant le décret-programme du 17 décembre 2025 en vue de garantir l'indexation des subventions aux milieux d'accueil

**Dokument Nr. [215](#) (2025-2026)
10.02.2026**

Proposition de décret relative à l'accessibilité de l'enseignement supérieur

**Dokument Nr. [212](#) (2025-2026)
09.02.2026**

Proposition de résolution visant à prendre en considération le quotidien des jeunes et aidants proches en Fédération Wallonie-Bruxelles

Actualité

**Le Parlement accueille la 29e édition du
Parlement Jeunesse**

2026-02-16

Du 16 au 20 février 2026, le Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles accueille la 29e Simulation du Parlement Jeunesse (PJ). Pendant une semaine, près de 120 jeunes âgés de 17 à 26 ans vivront une immersion complète au cœur de la vie parlementaire. ... [lire plus](#)



**Parlement francophone
bruxellois**

**Dokument Nr. [45](#) (2025-2026) n° 1
25.11.2025**

Rapport - Présentation de l'outil Cadastre 2.0 par l'Instance Bassin Enseignement qualifiant - Formation - Emploi Bruxelles

**Dokument Nr. [44](#) (2025-2026) n° 1
05.11.2025**

Rapport - Audition sur la thématique de la santé sexuelle



**Raad van de Vlaamse
Gemeenschapscommissie**

Meerderheid bekend

Groen, Anders, Vooruit.brussels en cd&v hebben aangekondigd de handen in elkaar te willen slaan.

Met 9 op 17 zetels (Groen: 4, Anders: 2, Voor-uit.brussels: 2, cd&v: 1) zouden de 4 partijen de meerderheid uitmaken binnen de Raad van de VGC. ... [verder lezen](#)

Neues aus den Regierungen



Mitteilung vom 24.02.2026

L'Arc de Triomphe du Cinquantenaire à Bruxelles sera éclairé aux couleurs de l'Ukraine pour marquer les 4 ans de guerre

Aujourd'hui, en ce 24 février 2026, cela fait précisément quatre ans que la Russie a envahi l'Ukraine. En solidarité avec le peuple ukrainien, l'Arc de Triomphe du Cinquantenaire à Bruxelles sera éclairé aux couleurs du drapeau de l'Ukraine ce mardi soir.

Jeunes, climat et conflits – conférence du 25 mars

Le mercredi 25 mars 2026, le Conseil fédéral du développement durable (CFDD) organise, en collaboration avec le Vlaamse Jeugdraad (Conseil flamand de la jeunesse) et le Forum des Jeunes, la conférence « Jeunes, climat et conflits » à Bruxelles.

Mitteilung vom 23.02.2026

Résultats de l'adjudication OLO du 23 février 2026

Communiqué de presse de l'Agence fédérale de la Dette

L'Agence fédérale de la Dette communique qu'elle a accepté les offres à l'adjudication de ce jour pour un montant total de EUR 1.800 milliard. Ce montant est réparti sur les lignes de la façon suivante :

OLO 3.00% 22/06/2033 (OLO 97)
ISIN Code : BE0000357666 - 22/06/2033
Montant accepté (EUR milliards) : 0.754
Rend. moyen pondéré: 2.809%
Bid-to-cover ratio : 1.91

OLO 3.40% 22/06/2036 (OLO 106)
ISIN Code : BE0000366758 - 22/06/2036
Montant accepté (EUR milliards) : 1.046
Rend. moyen pondéré: 3.207%
Bid-to-cover ratio : 1.81

Pour plus de détails, voir les pages Refinitiv BELG/OLO ou Bloomberg BEDA - Capital Market - OLO Auctions - Results.

Mitteilung vom 20.02.2026

Adjudication OLO du 23 février 2026 : montant à adjuger

L'Agence fédérale de la Dette communique que la fourchette du montant qui sera adjugé lors de la prochaine adjudication d'OLO le lundi 23 février 2026, est de EUR 1.6/1.8 milliard

2 lignes d'OLO seront adjugées :

1. OLO 3.00% 22/06/2033
ISIN BE0000357666 (OLO 97)
2. OLO 3.40% 22/06/2036
ISIN BE0000366758 (OLO 106)

Un duo belge remarquable clôture en beauté les Jeux d'hiver de Milano-Cortina avec un concert inédit au Lotto Belgium Pub

Le samedi 21 février, la soirée de clôture des 25^e Jeux Olympiques d'hiver sera célébrée au Lotto Belgium Pub à Milan. Le DJ belge Henri PFR y lancera les festivités aux côtés du saxophoniste Bram Coumans. Le concert est une initiative commune du SPF Chancellerie et du COIB, et s'inscrit dans le cadre de la campagne internationale de promotion du pays "Belgium. Open for business".

Mitteilung vom 19.02.2026

La Belgique fournit des biens de première nécessité à Madagascar

Le Mozambique, durement touché par plusieurs cyclones, a demandé de l'aide et la Belgique répond à cet appel via B-FAST en fournissant des biens de première nécessité afin de venir en aide à une population déjà vulnérable.

Bons d'Etat - émission du 4 mars 2026 - Coupon

Communiqué de presse de l'Agence fédérale de la Dette :

Les coupons des bons d'État qui seront émis le 4 mars 2026 prochain sont fixés comme suit:

- Bon d'État à 1 an (4 mars 2026-2027, ISIN BE3871310400) : 2.00 %
- Bon d'État à 8 ans (4 mars 2026-2034, ISIN BE3871311416) : 2.80 %

Pour ces bons d'État, le prix d'émission est fixé à 100.00 %.

Via les établissements placeurs, la période de souscription se déroulera du lundi 23 février 2026 au mardi 3 mars 2026 inclus.

Via le service des Grands-Livres, la période de souscription se déroulera du lundi 23 février 2026 au lundi 2 mars 2026 inclus (réception des fonds au plus tard le 3 mars 2026).

Mitteilung vom 18.02.2026

La Belgique, pionnière du déminage humanitaire en Irak et en Syrie

La Belgique poursuit son engagement en faveur du déminage humanitaire en Irak et en Syrie et a contribué 1,35 million d'euros aux activités du Service des Nations Unies contre les mines (UNMAS) en 2025. Ainsi, depuis 2019, la Belgique a déjà investi plus de 13 millions d'euros dans des initiatives de lutte contre les mines dans les deux pays.

- Les ménages portent également un jugement plus négatif sur leur capacité d'épargne future.
- La situation économique générale en Belgique est jugée plus favorable.

Après avoir atteint le mois dernier son plus haut niveau depuis 2021, la confiance des consommateurs s'affiche à nouveau en recul ce mois-ci. D'un point de vue macroéconomique, les ménages craignent davantage le chômage, même s'ils voient la situation économique générale en Belgique d'un œil plus favorable. ... [lire plus](#)



Belgische Nationalbank

La confiance des chefs d'entreprise s'effondre en février

23 févr 2026 - 15:00

- Alors qu'elle s'était redressée en janvier, la confiance des chefs d'entreprise a fortement chuté, retombant à un niveau aussi bas que celui observé en mai de l'année dernière.
- Le climat des affaires s'est détérioré dans toutes les branches d'activité interrogées, à l'exception de la construction, où la confiance est restée assez stable.

C'est dans le commerce que l'indicateur de conjoncture s'est le plus sensiblement replié. Alors que les prévisions de demande et les projections de commandes auprès des fournisseurs s'étaient nettement améliorées le mois dernier, elles ont reculé encore plus vivement ce mois-ci. Les commerçants s'attendent néanmoins à voir leurs effectifs légèrement augmenter au cours des trois prochains mois. ... [lire plus](#)

Ernennung von Herrn Tom Dechaene zum neuen Vizegouverneur der Belgischen Nationalbank

23 Feb 2026 - 9:00

Die Belgische Nationalbank (BNB) begrüßt die Ernennung von Herrn Tom Dechaene durch Königlichen Erlass vom 14. Februar 2026 zum Vizegouverneur der BNB. ... [weiter lesen](#)

La confiance des consommateurs reflue en février

19 févr 2026 - 11:00

- Après avoir atteint en janvier son plus haut niveau depuis 2021, la confiance des consommateurs s'est à nouveau repliée en février.
- Les craintes relatives au chômage ont fortement augmenté.



Vlaamse Regering

Ministerraad via elektronische procedure van 23 februari 2026

- Ooststrategie Vlaamse Regering: Vlaanderen en de Europese Oostgrens – Partners voor Wederopbouw, Weerbaarheid en Welvaart
- Nota aan het Overlegcomité: 'Interfederaal samenwerking met betrekking tot nieuw digitaal stelsysteem'



Gouvernement de Wallonie

Mitteilung vom 19.02.2026

Une stratégie commune "Genre et Droits des Femmes" adoptée par la Wallonie et la Fédération Wallonie-Bruxelles

Le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles adoptent pour la première fois une stratégie commune ambitieuse en matière de genre et de droits des femmes, fruit d'un travail conjoint mené sous la coordination du Ministre Yves Coppieters. Cette feuille de route, structurée autour de sept axes prioritaires et de dix-huit objectifs stratégiques, guidera l'action publique des deux entités jusqu'en 2029 afin de promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes. ... [lire plus](#)

Belgisches Staatsblatt



N. 38 vom 18. Februar 2026 (s. Anlage)

Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft
4. Dezember 2025 - **Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 21. Dezember 2023 zur Erteilung bestimmter Vollmachten an Bedienstete des Ministeriums der Deutschsprachigen Gemeinschaft**, S. [8730](#).

N. 40 vom 20. Februar 2026 (s. Anlage)

Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale
9 FEVRIER 2026. — **Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 7 juillet 2025, conclue au sein de la Souscommission paritaire pour les entreprises de travail adapté de la Région wallonne et de la Communauté germanophone, en application de la convention collective de travail n° 174 fixant pour la période allant du 1er juillet 2025 au 31 décembre 2025, le cadre interprofessionnel de l'adaptation à 55 ans de la limite d'âge en ce qui concerne l'accès au droit aux allocations pour un emploi de fin de carrière, pour les travailleurs qui ont une carrière longue, qui exercent un métier lourd ou qui sont occupés dans une entreprise en difficultés ou en restructuration**, p. [8954](#).

Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft
18. Dezember 2025 - **Erlass der Regierung zur Festlegung des Koeffizienten zur Auszahlung der jährlichen pauschalen Zuschüsse 2026 an die Einrichtungen der Erwachsenenbildung**, S. [8965](#).

Öffentlicher Dienst der Wallonie
5. Februar 2026 - **Sonderdekret zur Ersetzung von Punkt B des Anhangs 1 des Buches 1 der Anhänge zum ordentlichen Gesetz vom 16. Juli 1993 zur Vollendung der föderalen Staatsstruktur**, S. [8972](#).

N. 41 vom 23. Februar 2026 (s. Anlage)

Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale
9 FEVRIER 2026. — **Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 22 septembre 2025, conclue au sein de la Sous-commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone, en exécution de la convention collective de**

travail n° 174 du 30 juin 2025 du Conseil national du Travail fixant, pour la période allant du 1er juillet 2025 au 31 décembre 2025, le cadre interprofessionnel de l'adaptation à 55 ans de la limite d'âge en ce qui concerne l'accès au droit aux allocations pour un emploi de fin de carrière, pour les travailleurs qui ont une carrière longue, qui exercent un métier lourd ou qui sont occupés dans une entreprise en difficultés ou en restructuration, p. [9215](#).

Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft
24. Oktober 2013 - **Erlass der Regierung zur Festlegung der Muster der Beurteilungs- und Bewertungsberichte für verschiedene Personalkategorien im Unterrichtswesen** - Erratum, S. [9357](#).

N. 42 vom 24. Februar 2026 (s. Anlage)

Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale
9 FEVRIER 2026. — **Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 14 juillet 2025, conclue au sein de la Souscommission paritaire des établissements et services d'éducation et d'hébergement de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone, relative à l'exécution de la convention collective de travail n° 174 du 30 juin 2025 du Conseil national du Travail fixant, pour la période allant du 1er juillet 2025 au 31 décembre 2025, le cadre interprofessionnel de l'adaptation à 55 ans de la limite d'âge en ce qui concerne l'accès au droit aux allocations pour un emploi de fin de carrière, pour les travailleurs qui ont une carrière longue, qui exercent un métier lourd ou qui sont occupés dans une entreprise en difficultés ou en restructuration**, p. [9503](#).

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[C – 2026/001125]

4. DEZEMBER 2025 — Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 21. Dezember 2023 zur Erteilung bestimmter Vollmachten an Bedienstete des Ministeriums der Deutschsprachigen Gemeinschaft

Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 69, abgeändert durch das Sondergesetz vom 16. Juli 1993;

Aufgrund des Gesetzes vom 31. Dezember 1983 über institutionelle Reformen für die Deutschsprachige Gemeinschaft, Artikel 51, abgeändert durch die Gesetze vom 16. Juli 1993 und 6. Januar 2014;

Aufgrund des Erlasses der Regierung vom 21. Dezember 2023 zur Erteilung bestimmter Vollmachten an Bedienstete des Ministeriums der Deutschsprachigen Gemeinschaft;

Aufgrund des Gutachtens des Finanzinspektors vom 28. November 2025;

Auf Vorschlag des Ministerpräsidenten, zuständig für das Personal, den Haushalt und die Finanzen;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - In Kapitel 2 des Erlasses der Regierung vom 21. Dezember 2023 zur Erteilung bestimmter Vollmachten an Bedienstete des Ministeriums der Deutschsprachigen Gemeinschaft wird folgender Artikel 13.1 eingefügt:

„Art. 13.1 – Feststellung von Forderungen

Der Generalsekretär wird als für die Feststellung der Forderungen und die Erteilung der Einziehungsanweisung gemäß Artikel 24 §§7 und 8 des Dekrets vom 25. Mai 2009 über die Haushaltsordnung der Deutschsprachigen Gemeinschaft bevollmächtigter Anweisungsbefugter bestellt für alle Zuweisungen des Einnahmenhaushalts der Deutschsprachigen Gemeinschaft.“

Art. 2 - In Artikel 15 desselben Erlasses wird folgende Nummer 4 eingefügt:

„4. die Entscheidung zur Genehmigung von Laufbahnunterbrechungen und deren Beendigung gemäß dem Erlass der Regierung vom 28. September 2001 bezüglich der Laufbahnunterbrechung im Ministerium und in den paragemeinschaftlichen Einrichtungen der Deutschsprachigen Gemeinschaft.“

Art. 3 - Artikel 21 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1. In Absatz 1 Nummer 29 wird zwischen die Wortfolgen „Stufen IV und III“ und „gemäß Artikel 3 §1 Absatz 2“ die Wortfolge „innerhalb des durch die Regierung festgelegten Rahmens“ eingefügt.

2. In Absatz 1 werden folgende Nummern 31, 32 und 33 eingefügt:

„31. die Bestellung eines Kontrollbeamten gemäß Artikel 2 des Erlasses der Regierung vom 20. November 1996 bezüglich der Kontrolle der Abwesenheiten wegen Krankheit im Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft;

32. die Entscheidung, einen Bediensteten unter automatische Kontrolle zu stellen, und die Beendigung dieser Maßnahme gemäß Artikel 3bis §§1 und 3 desselben Erlasses;

33. die Entscheidung über eine vorzeitige halbzzeitige Wiederaufnahme der Arbeit oder des Dienstes durch einen Bediensteten gemäß Artikel 5 §2 Absatz 2 desselben Erlasses.“

3. Zwischen Absatz 2 und Absatz 3, der zu Absatz 4 wird, wird folgender Absatz eingefügt:

„Demselben Stellvertreter des Generalsekretärs wird Vollmacht erteilt zur Notifizierung seines Beschlusses zur Erklärung der Genesung an das Opfer gemäß Artikel 9 §2 Absatz 3 und §3 Absätze 3 bis 4 des Königlichen Erlasses vom 24. Januar 1969 über den Schadenersatz für Arbeitsunfälle und Wegeunfälle von Personalmitgliedern des öffentlichen Sektors, zur Überprüfung der Bedingungen für die Gewährung von Entschädigungen und zum Vorschlag der Zahlung einer Rente an das Opfer gemäß Artikel 9 §3 Absatz 2 desselben Erlasses, zur Notifizierung seines Beschlusses mit Wiedergabe der medizinischen Schlussfolgerungen der Verwaltung der medizinischen Expertise an die Berechtigten gemäß Artikel 9 §5 Absatz 4 desselben Erlasses und zur Information des Opfers über das Einreichen seines Revisionsantrags gemäß Artikel 10 §3 desselben Erlasses.“

Art. 4 - Artikel 25 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1. §1 wird wie folgt ersetzt:

„§1 – Dem Leiter des Dienstes mit getrennter Geschäftsführung „Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für selbstbestimmtes Leben“ wird Entscheidungsvollmacht erteilt, über die Genehmigung der Evaluationsinstrumente gemäß Artikel 4 §5 des Erlasses der Regierung vom 13. Juli 2006 über die Aufnahme von Personen mit Behinderung in Wohnressourcen zu befinden.“

2. Die §§2 und 3 werden aufgehoben.

Art. 5 - Artikel 36 desselben Erlasses wird wie folgt ersetzt:

„Art. 36 – Fachbereich Jugendhilfe

§1 – Dem für den Fachbereich Jugendhilfe zuständigen Fachbereichsleiter wird Entscheidungsvollmacht erteilt für die Vergabe der in Artikel 6bis §2 des Dekrets vom 9. Mai 1988 über den Fonds für besondere Hilfe für Kinder und Jugendliche erwähnten Mittel.

§2 – Demselben Fachbereichsleiter wird Entscheidungsvollmacht erteilt für die Gewährung der in Artikel 107 Absatz 2 des Dekrets vom 13. November 2023 über die Jugendhilfe und den Jugendschutz erwähnte Kostenübernahme der Beratungen sowie der Jugendhilfe- oder Jugendschutzmaßnahmen.

§3 – Demselben Fachbereichsleiter wird in Anwendung des Erlasses der Regierung vom 20. März 2025 zur Ausführung des Dekrets vom 13. November 2023 über die Jugendhilfe und den Jugendschutz Entscheidungsvollmacht erteilt für:

1. die in Artikel 4 §2 Absatz 3 des Erlasses erwähnte Finanzierung der Präventionsmaßnahme;
2. die in Artikel 13 Absatz 3 des Erlasses erwähnte Genehmigung der Verlängerung und ihre Dauer, die Verweigerung der Verlängerung sowie die in Artikel 13 Absatz 5 des Erlasses erwähnte Festlegung der Auflagen, an die die Genehmigung der Verlängerung geknüpft wird;
3. die in Artikel 14 §1 Absatz 4 des Erlasses erwähnte Genehmigung der Erneuerung der Verlängerung und ihre Dauer, die Verweigerung der Erneuerung der Verlängerung sowie die in Artikel 14 §2 des Erlasses erwähnte Festlegung der Auflagen, an die die Genehmigung der Erneuerung der Verlängerung geknüpft wird;
4. die in Artikel 20 §3 Absatz 3 des Erlasses erwähnte Erteilung oder Verweigerung der Anerkennung als Jugendhilfe- oder Jugendschutzanbieter;
5. die in Artikel 21 §2 Absatz 2 des Erlasses erwähnte Genehmigung oder Verweigerung der Abänderung der Anerkennung als Jugendhilfe- oder Jugendschutzanbieter;
6. die Erneuerung oder Verweigerung der Erneuerung der Anerkennung als Jugendhilfe- oder Jugendschutzanbieter gemäß Artikel 22 Absatz 3 des Erlasses;
7. die in Artikel 23 §2 Absatz 3 des Erlasses erwähnte Gleichstellung der Anerkennung als Jugendhilfe- oder Jugendschutzanbieter;
8. die in Artikel 31 Absätze 2 und 3 des Erlasses erwähnte Erteilung der Anerkennung oder Verweigerung der Anerkennung als Pflegefamilie;
9. die in Artikel 32 §2 Absatz 3 des Erlasses erwähnte Genehmigung oder Verweigerung der Abänderung der Anerkennung als Pflegefamilie;
10. die in Artikel 33 §2 Absatz 4 des Erlasses erwähnte Erneuerung oder Verweigerung der Erneuerung der Anerkennung als Pflegefamilie;
11. die Erteilung oder Verweigerung der Anerkennung als Fachpflegefamilie gemäß Artikel 41 Absatz 2 des Erlasses;
12. die Genehmigung oder Verweigerung der Abänderung der Anerkennung als Fachpflegefamilie gemäß Artikel 42 Absatz 3 des Erlasses;
13. die Erneuerung oder Verweigerung der Erneuerung der Anerkennung als Fachpflegefamilie gemäß Artikel 43 Absatz 3 des Erlasses;
14. die in Artikel 51 Absatz 4 des Erlasses erwähnte Genehmigung oder Verweigerung der Teilnahme an der Pflegeschaftsvorbereitung;
15. die in Artikel 53 §2 Absatz 3 des Erlasses erwähnte vollständige oder teilweise Gleichstellung der Vorbereitung oder Verweigerung der Gleichstellung der Vorbereitung.“

Art. 6 - Artikel 39 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1. §3 wird wie folgt ersetzt:

„§3 – Demselben Fachbereichsleiter wird Entscheidungsvollmacht erteilt, über den in Artikel 93.70 Absatz 8 des Dekrets vom 31. August 1998 über den Auftrag an die Schulträger und das Schulpersonal sowie über die allgemeinen pädagogischen und organisatorischen Bestimmungen für die Regel- und Förderschulen vorgesehenen Antrag zur Verlängerung des Aufenthalts in einer Sprachlernklasse zu befinden.“

2. §4 wird wie folgt ersetzt:

„§4 – Demselben Fachbereichsleiter wird Entscheidungsvollmacht erteilt, über den in Artikel 3 Absatz 2 des Dekrets vom 25. Juni 1996 über die Durchführung pädagogischer Konferenztage vorgesehenen Antrag zur Gewährung eines vierten pädagogischen Konferenztages zu befinden.“

Art. 7 - In Artikel 40 desselben Erlasses wird folgender §4.1 eingefügt:

„§4.1 – Derselbe Fachbereichsleiter wird ermächtigt für den Empfang von Stillbescheinigungen gemäß Artikel 187 §3 desselben Erlasses.“

Art. 8 - Artikel 55 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Regierung vom 24. Oktober 2024, wird wie folgt ersetzt:

„Art. 55 – *Fachbereich Eigene Dienstleistungen – Beihilfen*

§1 – Dem für den Fachbereich Eigene Dienstleistungen zuständigen Fachbereichsleiter wird Entscheidungsvollmacht erteilt, gemäß den Artikeln 6 und 7 des Erlasses der Regierung vom 23. Dezember 2021 über die Feststellung von Beeinträchtigungen bei Kindern im Hinblick auf die Auszahlung des Zuschlags für Kinder mit Beeinträchtigung über die in Artikel 5 desselben Erlasses erwähnten Anträge zur Feststellung von Beeinträchtigungen bei Kindern, die in Artikel 10 desselben Erlasses erwähnten Anträge auf Neufeststellung sowie die in Artikel 11 Absatz 2 desselben Erlasses erwähnten Neueinschätzungen von Amts wegen zu befinden.

§2 – Derselbe Fachbereichsleiter wird ermächtigt, gemäß Artikel 9 Absatz 2 desselben Erlasses den Geltungszeitraum der Feststellung zu bestimmen.

§3 – Derselbe Fachbereichsleiter wird ermächtigt, gemäß Artikel 11 Absatz 1 desselben Erlasses die Neufeststellung von Amts wegen in die Wege zu leiten.

§4 – Derselbe Fachbereichsleiter wird ermächtigt, in Anwendung von Artikel 12 §3 des Erlasses der Regierung vom 15. Dezember 2022 zur Ausführung des Dekrets vom 27. Juni 2022 über das Pflegegeld für Senioren den Unterstützungsbedarf auf Grundlage des BelRAI Screeners zu ermitteln.“

Art. 9 - Artikel 56 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1. In §3 wird die Wortfolge „in Anwendung der Artikel 14, 24 §4, 25, 29.3 §4, und 35 desselben Erlasses“ durch die Wortfolge „in Anwendung der Artikel 14, 19, 20, 21, 22, 24, 25, 29.3, 32, 33, 34, 35 und 36 desselben Erlasses“ ersetzt.

2. Folgender §5 wird eingefügt:

„§5 - Demselben Fachbereichsleiter wird Entscheidungsvollmacht erteilt, über finanzielle Beihilfen und/oder Zuschüsse für individuelle Hilfs- und Anpassungsmaßnahmen sowie materielle Unterstützungen für individuelle Hilfs- und Anpassungsmaßnahmen in Anwendung der Artikel 8 und 9 des Dekrets vom 13. Dezember 2016 über Maßnahmen im Bereich selbstbestimmtes Leben zu befinden.“

Art. 10 - Artikel 57 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1. §1 wird wie folgt ersetzt:

„§1 - Dem für den Fachbereich Eigene Dienstleistungen zuständigen Fachbereichsleiter wird Entscheidungsvollmacht erteilt, über die Genehmigung der Musterverträge des Begleitvertrags sowie des Vertrags zwischen dem Dienst für Wohnressourcen und der Wohnressource gemäß den Artikeln 4 §2 Absatz 1 und 5 §1 des Erlasses der Regierung vom 13. Juli 2006 über die Aufnahme von Personen mit Behinderung in Wohnressourcen zu befinden.“

2. Folgender §1.1 wird eingefügt:

„§1.1 - Demselben Fachbereichsleiter wird Entscheidungsvollmacht erteilt, über die Genehmigung der Zuordnung der Nutzer zu den Begleitskategorien gemäß Artikel 4 §5 desselben Erlasses zu befinden.“

3. Folgender §3.1 wird eingefügt:

„§3.1 - Demselben Fachbereichsleiter wird Entscheidungsvollmacht erteilt zur Festlegung der Begleitskategorie in Ausführung von Artikel 6 desselben Erlasses.“

Art. 11 - Artikel 58 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Regierung vom 24. Oktober 2024, wird wie folgt abgeändert:

1. §3, abgeändert durch den Erlass der Regierung vom 24. Oktober 2024, wird aufgehoben.

2. §6 wird aufgehoben.

3. §7 wird aufgehoben.

4. §11 wird wie folgt ersetzt:

„§11 - Demselben Fachbereichsleiter wird Entscheidungsvollmacht erteilt, über die in Anwendung des Kooperationsabkommens vom 10. April 1995 zwischen der Wallonischen Region und der Deutschsprachigen Gemeinschaft bezüglich der Übernahme der Kosten für die Unterbringung und die soziale und berufliche Integration von Personen mit Behinderung gewährten Hilfen zu befinden.“

5. §12 wird aufgehoben.

Art. 12 - Artikel 59 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1. In §1 wird zwischen das Wort „Vorschüsse“ und das Wort „gemäß“ die Wortfolge „und Zuschüsse“ eingefügt.

2. In §2 wird die Wortfolge „der Kennziffer 33.00“ durch die Wortfolge „den Kennziffern 33.21 bis 33.35“ ersetzt.

3. Folgender §4 wird eingefügt:

„§4 - Derselbe Fachbereichsleiter wird als für die Mittelbindung, den Eingang der rechtlichen Verpflichtung und die Feststellung der Ausgaben für die Vorschüsse gemäß Artikel 24 §§2 bis 4 des Dekrets vom 25. Mai 2009 über die Haushaltsordnung der Deutschsprachigen Gemeinschaft bevollmächtigter Anweisungsbefugter bestellt für allgemeine Ausgaben im Bereich Verwaltung – Programm 00 des Organisationsbereichs 10 im Ausgabenhaushalt des Dienstes mit getrennter Geschäftsführung Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für selbstbestimmtes Leben bis zu einem Höchstbetrag von 10.000 Euro.“

4. Folgender §5 wird eingefügt:

„§5 - Derselbe Fachbereichsleiter wird für die Feststellung der Forderungen gemäß Artikel 24 §8 des Dekrets vom 25. Mai 2009 über die Haushaltsordnung der Deutschsprachigen Gemeinschaft als bevollmächtigter Anweisungsbefugter für die im Einnahmenhaushalt des Dienstes mit getrennter Geschäftsführung Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für selbstbestimmtes Leben vorgesehenen Einnahmen bestellt.“

5. Folgender §6 wird eingefügt:

„§6 - Derselbe Fachbereichsleiter wird für die Bezuschussung der Ausstattungen der Dienstleister gemäß Artikel 41 des Dekrets vom 18. März 2002 zur Infrastruktur sowie Artikel 14 des Dekrets vom 13. Dezember 2016 über Maßnahmen im Bereich des selbstbestimmten Lebens als für die Mittelbindung, den Eingang der rechtlichen Verpflichtung und die Feststellung der Ausgaben für die Vorschüsse gemäß Artikel 24 §§2 bis 4 des Dekrets vom 25. Mai 2009 über die Haushaltsordnung der Deutschsprachigen Gemeinschaft bevollmächtigter Anweisungsbefugter bestellt für die Zuweisung 52.20 im Programm 02 des Organisationsbereichs 10 im Ausgabenhaushalt des Dienstes mit getrennter Geschäftsführung Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für selbstbestimmtes Leben bis zu einem Höchstbetrag von 10.000 Euro.“

6. Folgender §7 wird eingefügt:

„§7 - Demselben Fachbereichsleiter wird die Vollmacht erteilt, über das bezuschussbare Dienstalster in Anwendung des Erlasses vom 22. Juni 2001 zur Festlegung der Bemessungsgrundlagen für Personalzuschüsse im Sozial- und Gesundheitsbereich und über das Barema in Anwendung des Anhangs des Erlasses der Regierung vom 12. Dezember 2019 über die zwischen der Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für selbstbestimmtes Leben und den Dienstleistern abgeschlossenen Leistungsvereinbarungen zu befinden.“

Art. 13 - In Kapitel 6 Abschnitt 2 Unterabschnitt 1 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Regierung vom 24. Oktober 2024, wird folgender Artikel 70.1 eingefügt:

„Art. 70.1 - Referat Schulfinanzierung und Datenstrategie

§1 - Dem für das Referat Schulfinanzierung und Datenstrategie zuständigen Referatsleiter wird Entscheidungsvollmacht erteilt, über die in Artikel 48 §2 Absatz 2 des Dekrets vom 26. April 1999 über das Regelgrundschulwesen vorgesehene Genehmigung zu befinden.

§2 - Demselben Referatsleiter wird Entscheidungsvollmacht erteilt, gemäß Artikel 93.70 Absatz 6 des Dekrets vom 31. August 1998 über den Auftrag an die Schulträger und das Schulpersonal sowie über die allgemeinen pädagogischen und organisatorischen Bestimmungen für die Regel- und Förderschulen:

1. über den in Artikel 93.70 Absatz 4 erwähnten Antrag auf Einschreibung erstankommender Schüler und Gewährung von Stellenkapital für die Organisation von Sprachlernkursen oder -klassen zu befinden;

2. darüber zu befinden, ob der erstankommende Schüler eine Sprachlernklasse oder einen Sprachlernkurs besuchen kann.“

Art. 14 - In denselben Unterabschnitt wird folgender Artikel 71.3 eingefügt:

„Art. 71.3 – Referat Erstberatung und Adoption

Der für das Referat Erstberatung und Adoption zuständige Referatsleiter gilt von Amts wegen als Direktor der Zentralen Behörde der Gemeinschaft für Adoption im Sinne von Artikel 7 §1 des Dekrets vom 27. April 2020 über die Adoption von Kindern.

Demselben Referatsleiter wird Entscheidungsvollmacht erteilt, in Anwendung von Artikel 29.1 Absatz 3 des Erlasses der Regierung vom 25. März 2021 zur Ausführung des Dekrets vom 27. April 2020 über die Adoption von Kindern über die Erstattung der Kostenbeteiligung zu befinden.“

Art. 15 - In denselben Unterabschnitt wird folgender Artikel 71.4 eingefügt:

„Art. 71.4 – Referat Intensivbegleitung

Dem für das Referat Intensivbegleitung zuständigen Referatsleiter wird in Anwendung des Erlasses der Regierung vom 20. März 2025 zur Ausführung des Dekrets vom 13. November 2023 über die Jugendhilfe und den Jugendschutz Entscheidungsvollmacht erteilt für:

1. die in Artikel 63 §3 Absatz 3 des Erlasses erwähnte Genehmigung oder Verweigerung der Finanzierung der Sonderauslagen;
2. die in Artikel 65 §2 Absatz 3 des Erlasses erwähnte Genehmigung oder Verweigerung der Finanzierung der Ausgaben.“

Art. 16 - In denselben Unterabschnitt wird folgender Artikel 71.5 eingefügt:

„Art. 71.5 – Referat Pflegschaft und stationäre Hilfen

Dem für das Referat Pflegschaft und stationäre Hilfen zuständigen Referatsleiter wird in Anwendung des Erlasses der Regierung vom 20. März 2025 zur Ausführung des Dekrets vom 13. November 2023 über die Jugendhilfe und den Jugendschutz Entscheidungsvollmacht erteilt für:

1. die in Artikel 65 §2 Absatz 3 des Erlasses erwähnte Genehmigung oder Verweigerung der Finanzierung der Ausgaben;
2. die in Artikel 66 §3 Absatz 4 des Erlasses erwähnte Genehmigung oder Verweigerung der Vorauszahlung.“

Art. 17 - In denselben Unterabschnitt wird folgender Artikel 71.6 eingefügt:

„Art. 71.6 – Referat Prävention und Regelbegleitung

Dem für das Referat Prävention und Regelbegleitung zuständigen Referatsleiter wird in Anwendung des Erlasses der Regierung vom 20. März 2025 zur Ausführung des Dekrets vom 13. November 2023 über die Jugendhilfe und den Jugendschutz Entscheidungsvollmacht erteilt für:

1. die in Artikel 63 §3 Absatz 3 des Erlasses erwähnte Genehmigung oder Verweigerung der Finanzierung der Ausgaben;
2. die in Artikel 65 §2 Absatz 3 des Erlasses erwähnte Genehmigung oder Verweigerung der Finanzierung der Ausgaben.“

Art. 18 - Vorliegender Erlass tritt am 1. Januar 2026 in Kraft.

Art. 19 - Die Minister sind, jeder in seinem Bereich, mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.
Eupen, den 4. Dezember 2025

Für die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft:

Der Ministerpräsident, Minister für lokale Behörden, Raumordnung und Finanzen
O. PAASCH

Der Minister für Unterricht, Ausbildung und Beschäftigung
J. FRANSEN

Die Ministerin für Familie, Soziales, Wohnen und Gesundheit
L. KLINKENBERG

8954

BELGISCH STAATSBLAD — 20.02.2026 — MONITEUR BELGE

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2025/202918]

9 FEBRUARI 2026. — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 7 juli 2025, gesloten in het Paritair Subcomité voor de beschutte werkplaatsen van het Waalse Gewest en van de Duitstalige Gemeenschap, in toepassing van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 174 tot vaststelling, voor de periode van 1 juli 2025 tot en met 31 december 2025, van het interprofessioneel kader voor de aanpassing van de leeftijdsgrens naar 55 jaar, voor wat de toegang tot het recht op uitkeringen voor een landingsbaan betreft, voor werknemers met een lange loopbaan, zwaar beroep of uit een onderneming in moeilijkheden of herstructurering (1)

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op het verzoek van het Paritair Subcomité voor de beschutte werkplaatsen van het Waalse Gewest en van de Duitstalige Gemeenschap;

Op de voordracht van de Minister van Werk,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij:

Artikel 1. Algemeen verbindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst van 7 juli 2025, gesloten in het Paritair Subcomité voor de beschutte werkplaatsen van het Waalse Gewest en van de Duitstalige Gemeenschap, in toepassing van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 174 tot vaststelling, voor de periode van 1 juli 2025 tot en met 31 december 2025, van het interprofessioneel kader voor de aanpassing van de leeftijdsgrens naar 55 jaar, voor wat de toegang tot het recht op uitkeringen voor een landingsbaan betreft, voor werknemers met een lange loopbaan, zwaar beroep of uit een onderneming in moeilijkheden of herstructurering.

Art. 2. De minister bevoegd voor Werk is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 9 februari 2026.

FILIP

Van Koningswege:
De Minister van Werk,
D. CLARINVAL

Nota

(1) Verwijzing naar het *Belgisch Staatsblad* :Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2025/202918]

9 FEVRIER 2026. — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 7 juillet 2025, conclue au sein de la Sous-commission paritaire pour les entreprises de travail adapté de la Région wallonne et de la Communauté germanophone, en application de la convention collective de travail n° 174 fixant pour la période allant du 1^{er} juillet 2025 au 31 décembre 2025, le cadre interprofessionnel de l'adaptation à 55 ans de la limite d'âge en ce qui concerne l'accès au droit aux allocations pour un emploi de fin de carrière, pour les travailleurs qui ont une carrière longue, qui exercent un métier lourd ou qui sont occupés dans une entreprise en difficultés ou en restructuration (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

Vu la demande de la Sous-commission paritaire pour les entreprises de travail adapté de la Région wallonne et de la Communauté germanophone;

Sur la proposition du Ministre de l'Emploi,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Est rendue obligatoire la convention collective de travail du 7 juillet 2025, reprise en annexe, conclue au sein de la Sous-commission paritaire pour les entreprises de travail adapté de la Région wallonne et de la Communauté germanophone, en application de la convention collective de travail n° 174 fixant pour la période allant du 1^{er} juillet 2025 au 31 décembre 2025, le cadre interprofessionnel de l'adaptation à 55 ans de la limite d'âge en ce qui concerne l'accès au droit aux allocations pour un emploi de fin de carrière, pour les travailleurs qui ont une carrière longue, qui exercent un métier lourd ou qui sont occupés dans une entreprise en difficultés ou en restructuration.

Art. 2. Le ministre qui a l'Emploi dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 9 février 2026.

PHILIPPE

Par le Roi :
Le Ministre de l'Emploi,
D. CLARINVAL

Note

(1) Référence au *Moniteur belge* :Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.

BELGISCH STAATSBLAD — 20.02.2026 — MONITEUR BELGE

8965

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[C – 2026/001144]

18. DEZEMBER 2025 — Erlass der Regierung zur Festlegung des Koeffizienten zur Auszahlung
der jährlichen pauschalen Zuschüsse 2026 an die Einrichtungen der Erwachsenenbildung

Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Aufgrund des Dekretes vom 17. November 2008 zur Förderung der Einrichtungen der Erwachsenenbildung, Artikel 12 Absatz 2, abgeändert durch die Dekrete vom 15. Dezember 2022 und vom 26. Juni 2023, und Artikel 18.2, eingefügt durch das Dekret vom 24. Februar 2025;

Aufgrund des Dekretes vom 25. Mai 2009 über die Haushaltsordnung der Deutschsprachigen Gemeinschaft, Artikel 104, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 22. Februar 2016;

Aufgrund des Dekretes vom 10. Dezember 2025 zur Festlegung des Haushaltsplans der Einnahmen und des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Deutschsprachigen Gemeinschaft für das Haushaltsjahr 2026;

Aufgrund des Gutachtens des Finanzinspektors vom 11. Dezember 2025;

In Erwägung des Erlasses der Regierung vom 19. Januar 2017 zur Indexierung des in Artikel 10 Absatz 1 des Dekretes vom 17. November 2008 zur Förderung der Einrichtungen der Erwachsenenbildung vorgesehenen Höchstbetrages;

In Erwägung der Erlasse der Regierung vom 9. September 2021 zur Genehmigung der Gesamtkonzepte 2022-2025 der Einrichtungen der Erwachsenenbildung der Deutschsprachigen Gemeinschaft;

Auf Vorschlag des für Erwachsenenbildung zuständigen Ministers;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Der in Artikel 12 Absatz 2 des Dekretes vom 17. November 2008 zur Förderung der Einrichtungen der Erwachsenenbildung vorgesehene Koeffizient zur Anpassung an die verfügbaren Mittel wird für das Haushaltsjahr 2026 auf 0,98955993 festgelegt.

Art. 2 - Der in Artikel 1 genannte Koeffizient geht zu Lasten der Mittel, die in Finanzstelle 30.14 und Finanzposition 33.21 des Haushaltes der Deutschsprachigen Gemeinschaft für das Haushaltsjahr 2026 eingetragen sind.

Art. 3 - Der für Erwachsenenbildung zuständige Minister ist mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Art. 4 - Vorliegender Erlass tritt am 1. Januar 2026 in Kraft.

Eupen, den 18. Dezember 2025

Für die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft:

Der Ministerpräsident, Minister für lokale Behörden, Raumordnung und Finanzen

O. PAASCH

Der Minister für Kultur, Sport, Tourismus und Medien

G. FRECHES

8972

BELGISCH STAATSBLAG — 20.02.2026 — MONITEUR BELGE

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2026/001244]

5. FEBRUAR 2026 — Sonderdekret zur Ersetzung von Punkt B des Anhangs 1 des Buches 1 der Anhänge zum ordentlichen Gesetz vom 16. Juli 1993 zur Vollendung der föderalen Staatsstruktur (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - Im ordentlichen Gesetz vom 16. Juli 1993 zur Vollendung der föderalen Staatsstruktur wird Punkt B des Anhangs 1 des Buches 1 der Anhänge durch den dem vorliegenden Sonderdekret beigefügten Anhang ersetzt.

Art. 2 - Das vorliegende Sonderdekret tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 5. Februar 2026

Der Ministerpräsident und Minister für Haushalt, Finanzen, Forschung und Tierwohl

A. DOLIMONT

Der Vizepräsident und Minister für Raumpolitik, Infrastrukturen, Mobilität und lokale Behörden

F. DESQUESNES

Der Vizepräsident und Minister für Wirtschaft, Industrie, digitale Technologien, Beschäftigung und Ausbildung

P.-Y. JEHOLET

Der Minister für Gesundheit, Umwelt, Solidarität und Sozialwirtschaft

Y. COPPIETERS

Die Ministerin für öffentlichen Dienst, administrative Vereinfachung und Sportinfrastrukturen

J. GALANT

Die Ministerin für Tourismus, Kulturerbe und Kleinkindbetreuung

V. LESCRENIER

Die Ministerin für Energie, den Luft-Klima-Plan, Wohnungswesen und Flughäfen

C. NEVEN

Die Ministerin für Landwirtschaft und ländliche Angelegenheiten

A.-C. DALCQ

—
Fußnote

(1) *Sitzungsperiode 2025-2026*

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 427 (2025-2026), Nrn. 1 bis 3.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 4. Februar 2026

Diskussion.

Abstimmung.

Anhang zum Sonderdekret zur Ersetzung von Punkt B des Anhangs 1 des Buches 1 der Anhänge zum ordentlichen Gesetz vom 16. Juli 1993 zur Vollendung der föderalen Staatsstruktur

B. Zusammensetzung der Wahlkreise für die Wahl der Mitglieder des Wallonischen Parlaments

Provinz Wallonisch-Brabant				
Wahlkreis	Hauptort des Wahlkreises	Verwaltungs-bezirk	Wahlkantone	Gemeinden
Nivelles	Nivelles	Nivelles	Nivelles	Nivelles, Brainel’Alleud, Braine-le-Château, Ittre, Rebecq, Tubize, Waterloo
			Genappe	Genappe, Villers-laVille
			Jodoigne	Jodoigne, Beauvechain, Hélécline, Incourt, Orp-Jauche, Ramillies
			Perwez	Perwez, Chastre, Mont-Saint-Guibert, Walhain
			Wavre	Wavre, Chaumont-Gistoux, Court-Saint-Etienne, GrezDoiceau, La Hulpe, Lasne, Ottignies-Louvain-la-Neuve, Rixensart

Provinz Hennegau				
Wahlkreis	Hauptort des Wahlkreises	Verwaltungs-bezirk	Wahlkantone	Gemeinden
Mons	Mons	Mons	Mons	Mons
			Boussu	Boussu, Hensies, Quaregnon, Saint-Ghislain
			Dour	Dour, Colfontaine, Honnelles, Quiévrain
			Frameries	Frameries, Quévy
			Lens	Lens, Jurbise
Tournai-Ath-Mouscron	Tournai	Tournai-Mouscron	Tournai	Tournai
			Antoing	Antoing, Brunehaut, Rumes
			Celles	Celles, Mont-de l’Enclus
			Estaimpuis	Estaimpuis, Pecq
			Leuze-en-Hainaut	Leuze-en-Hainaut
			Peruwelz	Peruwelz
			Mouscron	Mouscron
			Comines-Warneton	Comines-Warneton
		Ath	Ath	Ath
			Beloeil	Beloeil, Bernissart
			Chièvres	Chièvres, Brugelette
			Enghien	Enghien, Silly
			Flobecq	Flobecq, Ellezelles
			Frasnes-lezAnvaing	Frasnes-lez-Anvaing,
Lessines	Lessines			

Provinz Hennegau				
Wahlkreis	Hauptort des Wahlkreises	Verwaltungsbezirk	Wahlkantone	Gemeinden
Charleroi-Thuin	Charleroi	Charleroi	Charleroi	Charleroi
			Châtelet	Châtelet, Aiseau-Presles, Farciennes, Fleurus, Gerpinnes
			Fontaine-l'Évêque	Fontaine-l'Évêque, Chapelle-lez-Herlaimont, Courcelles, Montgnies-le-Tilleul
			Pont-à-Celles	Pont-à-Celles, Les Bons Villers
		Thuin	Thuin	Thuin, Ham-sur-Heure, Nalinnes, Lobbes
			Anderlues	Anderlues
			Beaumont	Beaumont Froidchapelle, Sivry-Rance
			Chimay	Chimay, Momignies
			Merbes-le-Château	Merbes-le-Château, Erquelinnes
Soignies-La Louvière	La Louvière	La Louvière	La Louvière	La Louvière
			Binche	Binche, Estinnes, Morlanwelz
		Soignies	Soignies	Soignies, Braine-le-Comte, Écaus-sines
			Le Roeulx	Le Roeulx
			Seneffe	Seneffe, Manage

Provinz Lüttich				
Wahlkreis	Hauptort des Wahlkreises	Verwaltungsbezirk	Wahlkantone	Gemeinden
Lüttich	Lüttich	Lüttich	Lüttich	Lüttich
			Aywaille	Aywaille, Comblainau-Pont, Esneux, Sprimont
			Bassenge	Bassenge, Juprelle, Oupeye
			Fléron	Fléron, BeyneHeusay, Blegny, Chaudfontaine, Soumagne, Trooz
			Grâce-Hollogne	Grâce-Hollogne, Awans, Flémalle
			Herstal	Herstal
			Saint-Nicolas	Saint-Nicolas, Ans
			Seraing	Seraing, Neupré
			Visé	Visé, Dalhem
Huy-Waremme	Huy	Huy	Huy	Huy, Amay, Marchin, Wanze
			Ferrières	Ferrières
			Héron	Héron, Burdinne
			Nandrin	Nandrin, Anthistes, Clavier, Engis, Hamoir, Modave, Ouffet, Tinlot
			Verlaine	Verlaine, Villers-le-Bouillet
		Waremme	Waremme	Waremme, Berloz, Crisnée, Donceel, Faimés, Fexhe-leHaut-Clocher, Geer, Oreye, Remicourt, Saint-Georges-sur-Meuse
			Hannut	Hannut, Braives, Lincent, Wasseiges

Provinz Lüttich				
Wahlkreis	Hauptort des Wahlkreises	Verwaltungs-bezirk	Wahlkantone	Gemeinden
Verviers	Verviers	Verviers	Verviers	Verviers, Olne
			Aubel	Aubel, Plombières
			Dison	Dison
			Eupen	Eupen, Kelmis, Lontzen, Raeren
			Herve	Herve, Thimister-Clermont
			Limbourg	Limbourg, Baelen, Jalhay, Welkenraedt
			Malmedy	Malmedy, Weismes
			Sankt Vith	Sankt Vith, Amel, Büllingen, Burg-Reuland, Bütgenbach
			Spa	Spa, Pepinster, Theux
			Stavelot	Stavelot, Lierneux, Stoumont, Trois-Ponts

Provinz Luxemburg				
Wahlkreis	Hauptort des Wahlkreises	Verwaltungs-bezirk	Wahlkantone	Gemeinden
Luxemburg	Arlon	Arlon	Arlon	Arlon, Attert, Martelange
			Messancy	Messancy, Aubange
		Marche-en-Famenne	Marche-en-Famenne	Marche-en-Famenne, Hotton
			Durbuy	Durbuy
			Érezée	Érezée, Manhay
			La Roche-en-Ardenne	La Roche-en-Ardenne, Rendeux, Tenneville
			Nassogne	Nassogne
		Bastogne	Bastogne	Bastogne
			Fauvillers	Fauvillers
			Houffalize	Houffalize
			Sainte-Ode	Sainte-Ode, Vaux-sur-Sûre
			Vielsalm	Vielsalm, Gouvy
		Neufchâteau	Neufchâteau	Neufchâteau, Légglise, Libramont-Chevigny
			Bouillon	Bouillon
			Paliseul	Paliseul, Bertrix, Herbeumont
			Saint-Hubert	Saint-Hubert, Libin
			Wellin	Wellin, Daverdisse, Tellin
		Virton	Virton	Virton, Meix-devant-Virton, Musson, Rouvroy, Saint-Léger
			Étalle	Étalle, Habay, Tintigny
			Florenville	Florenville, Chiny

Provinz Namur				
Wahlkreis	Hauptort des Wahlkreises	Verwaltungs-bezirk	Wahlkantone	Gemeinden
Namur	Namur	Namur	Namur	Namur, Assesse
			Andenne	Andenne, Gesves, Ohey
			Éghezée	Éghezée, Fernelmont, La Bruyère
			Fosses-la-Ville	Fosses-la-Ville, Floreffe, Mettet, Profondeville
			Gembloux	Gembloux, Jemeppe-sur-Sambre, Sambreville, Sombreffe

Provinz Namur				
Wahlkreis	Hauptort des Wahlkreises	Verwaltungs-bezirk	Wahlkantone	Gemeinden
Dinant-Philippeville	Dinant	Dinant	Dinant	Dinant, Anhée, Hastière, Onhayé, Yvoir
			Beauraing	Beauraing, Houyet
			Ciney	Ciney, Hamois, Havelange, SommeLeuze
			Gedinne	Gedinne, Bièvre, Vresse-sur-Semois
			Rochefort	Rochefort
		Philippeville	Philippeville	Philippeville, Cerfontaine, Doische
			Couvin	Couvin, Viroinval
			Florennes	Florennes
			Walcourt	Walcourt

Gesehen, um dem Sonderdekret zur Ersetzung von Punkt B des Anhangs 1 des Buches 1 der Anhänge zum ordentlichen Gesetz vom 16. Juli 1993 zur Vollendung der föderalen Staatsstruktur beigelegt zu werden.
Namur, den 5. Februar 2026

Der Ministerpräsident und Minister für Haushalt, Finanzen, Forschung und Tierwohl
A. DOLIMONT

Der Vizepräsident und Minister für Raumpolitik, Infrastrukturen, Mobilität und lokale Behörden
F. DESQUESNES

Der Vizepräsident und Minister für Wirtschaft, Industrie, digitale Technologien, Beschäftigung und Ausbildung
P.-Y. JEHOLET

Der Minister für Gesundheit, Umwelt, Solidarität und Sozialwirtschaft
Y. COPPIETERS

Die Ministerin für öffentlichen Dienst, administrative Vereinfachung und Sportinfrastrukturen
J. GALANT

Die Ministerin für Tourismus, Kulturerbe und Kleinkindbetreuung
V. LESCENIER

Die Ministerin für Energie, den Luft-Klima-Plan, Wohnungswesen und Flughäfen
C. NEVEN

Die Ministerin für Landwirtschaft und ländliche Angelegenheiten
A.-C. DALCQ

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2025/203349]

9 FEBRUARI 2026. — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 22 september 2025, gesloten in het Paritair Subcomité voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap, tot uitvoering van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 174 van 30 juni 2025 van de Nationale Arbeidsraad tot vaststelling, voor de periode van 1 juli 2025 tot 31 december 2025, van het interprofessioneel kader voor de aanpassing naar 55 jaar van de leeftijdsgrens wat de toegang tot het recht op uitkeringen voor een landingsbaan betreft, voor werknemers met een lange loopbaan, zwaar beroep of uit een onderneming in moeilijkheden of herstructurering (1)

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op het verzoek van het Paritair Subcomité voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap;

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2025/203349]

9 FEVRIER 2026. — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 22 septembre 2025, conclue au sein de la Sous-commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone, en exécution de la convention collective de travail n° 174 du 30 juin 2025 du Conseil national du Travail fixant, pour la période allant du 1^{er} juillet 2025 au 31 décembre 2025, le cadre interprofessionnel de l'adaptation à 55 ans de la limite d'âge en ce qui concerne l'accès au droit aux allocations pour un emploi de fin de carrière, pour les travailleurs qui ont une carrière longue, qui exercent un métier lourd ou qui sont occupés dans une entreprise en difficultés ou en restructuration (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

Vu la demande de la Sous-commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone;

Op de voordracht van de Minister van Werk,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij:

Artikel 1. Algemeen verbindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst van 22 september 2025, gesloten in het Paritair Subcomité voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap, tot uitvoering van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 174 van 30 juni 2025 van de Nationale Arbeidsraad tot vaststelling, voor de periode van 1 juli 2025 tot 31 december 2025, van het interprofessioneel kader voor de aanpassing naar 55 jaar van de leeftijdsgrens wat de toegang tot het recht op uitkeringen voor een landingsbaan betreft, voor werknemers met een lange loopbaan, zwaar beroep of uit een onderneming in moeilijkheden of herstructurering.

Art. 2. De minister bevoegd voor Werk is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 9 februari 2026.

FILIP

Van Koningswege:
De Minister van Werk,
D. CLARINVAL

Nota

(1) Verwijzing naar het *Belgisch Staatsblad* :
Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.

Sur la proposition du Ministre de l'Emploi,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Est rendue obligatoire la convention collective de travail du 22 septembre 2025, reprise en annexe, conclue au sein de la Sous-commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone, en exécution de la convention collective de travail n° 174 du 30 juin 2025 du Conseil national du Travail fixant, pour la période allant du 1^{er} juillet 2025 au 31 décembre 2025, le cadre interprofessionnel de l'adaptation à 55 ans de la limite d'âge en ce qui concerne l'accès au droit aux allocations pour un emploi de fin de carrière, pour les travailleurs qui ont une carrière longue, qui exercent un métier lourd ou qui sont occupés dans une entreprise en difficultés ou en restructuration.

Art. 2. Le ministre qui a l'Emploi dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 9 février 2026.

PHILIPPE

Par le Roi :
Le Ministre de l'Emploi,
D. CLARINVAL

Note

(1) Référence au *Moniteur belge* :
Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.

MINISTERIUM DER DEUTCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[C – 2026/001332]

24. OKTOBER 2013 — Erlass der Regierung zur Festlegung der Muster der Beurteilungs- und Bewertungsberichte für verschiedene Personalkategorien im Unterrichtswesen — Erratum

Die Überschrift der französischen Übersetzung des vorgenannten Erlasses, die im *Belgischen Staatsblatt* vom 22. November 2013, Seite 86971 und folgende, veröffentlicht worden ist, wird durch den folgenden Text ersetzt:

„24 OCTOBRE 2013. — Arrêté du Gouvernement établissant le modèle du bulletin de signalement et du rapport d'évaluation pour différentes catégories de personnel dans l'enseignement“.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2025/202475]

9 FEBRUARI 2026. — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 14 juli 2025, gesloten in het Paritair Subcomité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen en -diensten van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap, betreffende de uitvoering van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 174 van 30 juni 2025 van de Nationale Arbeidsraad tot vaststelling, voor de periode van 1 juli 2025 tot 31 december 2025, van het interprofessioneel kader voor de aanpassing naar 55 jaar van de leeftijdsgrens wat de toegang tot het recht op uitkeringen voor een landingsbaan betreft, voor werknemers met een lange loopbaan, zwaar beroep of uit een onderneming in moeilijkheden of herstructurering (1)

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2025/202475]

9 FEVRIER 2026. — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 14 juillet 2025, conclue au sein de la Sous-commission paritaire des établissements et services d'éducation et d'hébergement de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone, relative à l'exécution de la convention collective de travail n° 174 du 30 juin 2025 du Conseil national du Travail fixant, pour la période allant du 1^{er} juillet 2025 au 31 décembre 2025, le cadre interprofessionnel de l'adaptation à 55 ans de la limite d'âge en ce qui concerne l'accès au droit aux allocations pour un emploi de fin de carrière, pour les travailleurs qui ont une carrière longue, qui exercent un métier lourd ou qui sont occupés dans une entreprise en difficultés ou en restructuration (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

Gelet op het verzoek van het Paritair Subcomité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen en -diensten van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap;

Op de voordracht van de Minister van Werk,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij:

Artikel 1. Algemeen verbindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst van 14 juli 2025, gesloten in het Paritair Subcomité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen en -diensten van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap, betreffende de uitvoering van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 174 van 30 juni 2025 van de Nationale Arbeidsraad tot vaststelling, voor de periode van 1 juli 2025 tot 31 december 2025, van het interprofessioneel kader voor de aanpassing naar 55 jaar van de leeftijdsgrens wat de toegang tot het recht op uitkeringen voor een landingsbaan betreft, voor werknemers met een lange loopbaan, zwaar beroep of uit een onderneming in moeilijkheden of herstructurering.

Art. 2. De minister bevoegd voor Werk is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 9 februari 2026.

FILIP

Van Koningswege:
De Minister van Werk,
D. CLARINVAL

Nota

(1) Verwijzing naar het *Belgisch Staatsblad* :
Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.

Vu la demande de la Sous-commission paritaire des établissements et services d'éducation et d'hébergement de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone;

Sur la proposition du Ministre de l'Emploi,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Est rendue obligatoire la convention collective de travail du 14 juillet 2025, reprise en annexe, conclue au sein de la Sous-commission paritaire des établissements et services d'éducation et d'hébergement de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone, relative à l'exécution de la convention collective de travail n° 174 du 30 juin 2025 du Conseil national du Travail fixant, pour la période allant du 1^{er} juillet 2025 au 31 décembre 2025, le cadre interprofessionnel de l'adaptation à 55 ans de la limite d'âge en ce qui concerne l'accès au droit aux allocations pour un emploi de fin de carrière, pour les travailleurs qui ont une carrière longue, qui exercent un métier lourd ou qui sont occupés dans une entreprise en difficultés ou en restructuration.

Art. 2. Le ministre qui a l'Emploi dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 9 février 2026.

PHILIPPE

Par le Roi :
Le Ministre de l'Emploi,
D. CLARINVAL

Note

(1) Référence au *Moniteur belge*
Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.

Quellenverzeichnis

PARLAMENTE

Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft

- pdg.be

Abgeordnetenkommer

- lachambre.be

Senat

- senate.be

Parlement Wallonie

- parlement-wallonie.be

Vlaams Parlement

- vlaamsparlement.be

Parlement Fédération Wallonie-Bruxelles

- pfbw.be

Parlement Bruxellois (PRB) & Assemblée réunie de la Commission communautaire commune (ARCCC)

- parlement.brussels

Parlement francophone Bruxellois

- parlementfrancophone.brussels

Raad van de Vlaamse Gemeenschapscommissie

- raadvgc.be

REGIERUNGEN

Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft

- ostbelgienlive.be

Föderalregierung

- news.belgium.be

Belgische Nationalbank

- nbb.be/de

Vlaamse Regering

- beslissingenvlaamseregering.vlaanderen.be

Gouvernement de Wallonie

- wallonie.be/fr

Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles

- gouvernement.cfwb.be

EUROPA UND REGIONALPOLITIK

Europäische Union

- consilium.europa.eu/de/european-council
- commission.europa.eu/index_de
- europarl.europa.eu/portal/de
- secure.ipex.eu/IPEXL-WEB

Europäischer Rechnungshof

- eca.europa.eu/de

Europäischer Ausschuss der Regionen (AdR)

- cor.europa.eu/de

Europarat - Kongress der Gemeinden und Regionen Europas

- coe.int/en/web/congress/home

Benelux-Parlament

- beneluxparl.eu/fr

Großregion – Gipfel und IPR

- grossregion.net
- cpi-ipr.eu

EVTZ Euregio Maas-Rhein

- euregio-mr.info/de

CALRE - Konferenz der gesetzgebenden Versammlungen der Regionen Europas

- calrenet.eu

AGEG - Arbeitsgemeinschaft Europäischer Grenzregionen

- aebr.eu

VERFASSUNGSGERICHTSHOF

- const-court.be/de

BELGISCHES STAATSBLETT

- ejustice.just.fgov.be